

GE_GERICHTE ACJC/370/2015 vom 25. Juni 2014

GE Cour de justice, 2014-06-25, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_ACJC_370_2015

FR: GE_GERICHTE ACJC/370/2015 du 25 juin 2014

IT: GE_GERICHTE ACJC/370/2015 del 25 giugno 2014

Erwägungen

E. 1.1

L'appel est recevable contre les décisions finales de première instance, dans les causes non patrimoniales ou dont la valeur litigieuse, au dernier état des conclusions devant l'autorité inférieure, est supérieure à 10'000 fr. (art. 308 al. 1 let. a et al. 2 CPC).

La valeur capitalisée de celles-ci au sens de l'art. 92 CPC est supérieure à 10'000 fr., compte tenu des montants litigieux devant le premier juge, correspondant à la différence entre la contribution requise par l'intimé pour l'enfant (500 fr. jusqu'à 15 ans puis 700 fr.), et la conclusion de l'appelante visant à être libérée de tout paiement de cette contribution (500 fr. x 2 x 12 x 20), entre la contribution sollicitée par l'appelante pour son propre entretien de 530 fr. par mois, à laquelle l'intimé s'est opposé (530 fr. x 12 x 20), et les prétentions relatives à la liquidation du régime matrimonial.

E. 1.2

L'appel et l'appel joint ont été formés dans le délai et selon la forme prescrite par la loi (art. 130, 131, 142 al. 3, 308 al. 1 let. a, 311 al. 1, 313 al. 1 CPC). Ils sont recevables sous ces angles.

Sont également recevables l'écriture responsive de l'intimé (art. 248 let. d, 312 al. 1 et 314 al. 1 CPC) ainsi que les déterminations subséquentes des parties (ATF 138 I 154 consid. 2.3.3; 137 I 195 consid. 2.3.1 = SJ 2011 I 345).

En revanche, la duplique de l'appelante et la pièce nouvelle, expédiées le 26 janvier 2015 au greffe sont irrecevables, ainsi que les allégués de fait s'y rapportant. En effet, par communication reçue par le conseil de l'appelante le 22 décembre 2014, un délai de 20 jours avait été imparti à l'appelante pour dupliquer, échéant le 22 janvier 2015 (art. 145 al. 1 let. c CPC). Par simplification et pour respecter le rôle initial des parties, l'épouse sera désignée en qualité d'appelante et l'époux en qualité d'intimé.

- 12/27 -

C/5184/2013

E. 1.3

En application du principe de la force de chose jugée partielle instituée par l'art. 315 al. 1 CPC, la Cour peut revoir uniquement celles des dispositions du jugement entrepris qui sont remises en cause en appel.

Dès lors, les chiffres 1 à 4, 6, 7, 9, 13 et 14 du dispositif du jugement querellé, non remis en cause par l'appelante et l'intimé, sont entrés en force de chose jugée. En revanche, les chiffres 11 et 12, relatifs aux frais de première instance, pourront encore être revus d'office en cas d'annulation de tout ou partie du jugement entrepris dans le cadre du présent appel

(art. 318 al. 3 CPC).

E. 1.4

La Cour revoit la cause en fait et en droit avec un plein pouvoir d'examen (art. 310 CPC).

Le litige portant sur la contribution due à une enfant mineure, les maximes inquisitoire et d'office illimitée régissent la procédure la concernant (art. 296 al. 1, 55 al. 2 et 58 al. 2 CPC; ATF 129 III 417 consid. 2.1.2; 128 III 411 consid. 3.2.2 et les références; arrêt du Tribunal fédéral 5A_906/2012 du 18 avril 2013 consid. 3.2.2), de sorte que la Cour n'est ainsi liée ni par les conclusions des parties sur ce point (art. 296 al. 3 CPC) ni par l'interdiction de la reformatio in pejus (ATF 129 III 417 consid. 2.1.1; arrêt du Tribunal fédéral 5A_562/2009 du 18 janvier 2010 consid. 3.1).

En revanche, les maximes de disposition (art. 58 al. 1 CPC; ATF 128 III 411 consid. 3.2.2) et des débats (art. 55 al. 1 et 277 CPC) sont applicables s'agissant de la contribution à l'entretien due à l'épouse (arrêt du Tribunal fédéral 5A_906/2012 du 18 avril 2013 consid. 6.1.1).

Enfin, en tant qu'elle a pour objet la liquidation du régime matrimonial des époux, la procédure est soumise aux maximes des débats et de disposition (art. 55 al. 1, 58 al. 1 et 277 CPC).

E. 2

En raison de la nationalité italienne de l'appelante, le litige présente un élément d'extranéité.

E. 2.1

Les tribunaux genevois sont compétents en raison des domiciles des parties et de l'enfant sur territoire genevois (art. 59, 63 al. 1 LDIP).

E. 2.2

La loi applicable au divorce en régit aussi les effets accessoires, à l'exception toutefois du régime matrimonial des ex-époux, de l'obligation alimentaire entre eux et des effets de la filiation (art. 63 al. 1 et 2 LDIP) qui comprennent l'obligation d'entretien à l'égard de leurs enfants.

Le régime matrimonial est régi, à défaut d'élection de droit, par le droit de l'État dans lequel les époux sont - ou étaient, en dernier lieu - domiciliés en même temps (art. 63 al. 2 et art. 54 al. 1 LDIP); en cas, comme en l'espèce, de domicile

- 13/27 -

C/5184/2013 commun en Suisse au moment de l'introduction de l'action en divorce, le droit suisse est donc applicable.

Les obligations alimentaires entre ex-époux (art. 49 LDIP) et à l'égard de leurs enfants (art. 83 al. 1 LDIP) sont régies par la Convention de la Haye du 2 octobre 1973 sur la loi applicable aux obligations alimentaires (RS 0.211.213.01; ci-après : CLaH 73). Selon l'art. 4 al. 1 CLaH 73, la loi interne de la résidence habituelle du créancier d'aliments est applicable.

Lorsque, comme en l'espèce, tous les créanciers d'aliments et leur débiteur ont leur résidence habituelle en Suisse, le droit suisse est donc applicable.

E. 3.1

Selon l'art. 317 al. 1 CPC, les faits et les moyens de preuves nouveaux ne sont pris en considération en appel que s'ils sont invoqués ou produits sans retard (let. a) et s'ils ne pouvaient pas être invoqués ou produits devant la première instance, bien que la partie qui s'en prévaut ait fait preuve de diligence (let. b). Dans les causes de droit matrimonial concernant les enfants mineurs, tous les nova sont admis en appel, selon la jurisprudence de la Cour de céans (ACJC/473/2013; dans le même sens : TREZZINI, in Commentario al Codice di diritto processuale civile svizzero (CPC), 2011, p. 1394; TAPPY, Les voies de droit du nouveau Code de procédure civile, JdT 2010 III p. 115 ss, p. 139).

E. 3.2

En l'espèce, les deux parties ont produit devant la Cour de céans diverses pièces relatives à leur situation professionnelle, à leurs revenus et à leurs charges. Dans la mesure où elles sont pertinentes pour déterminer l'éventuelle contribution d'entretien due à l'enfant mineur des parties, de telles pièces sont recevables.

E. 4.1

Selon l'art. 317 al. 2 CPC, la demande ne peut être modifiée que si les conditions fixées à l'art. 227 al. 1 CPC sont remplies et si la modification repose sur des faits ou des moyens de preuve nouveaux. L'art. 227 al. 1 CPC autorise la modification de la demande si la prétention nouvelle ou modifiée relève de la même procédure et présente un lien de connexité avec la dernière prétention ou, à défaut d'un tel lien, si la partie adverse consent à la modification de la demande.

E. 4.2

Dans le cas d'espèce, l'appelante a, dans ses dernières écritures, soit les plaidoiries écrites du 6 juin 2014, conclu au versement d'une contribution mensuelle à son entretien de 530 fr. Dans son acte d'appel du 28 août 2014, elle a requis la condamnation de l'intimé à lui verser une pension de 820 fr. par mois. Par conséquent, les conclusions de l'appelante sont aujourd'hui irrecevables en tant qu'elles tendent au paiement d'une contribution à son entretien supérieure à 530 fr. par mois; la Cour ne saurait statuer au-delà de ce montant.

- 14/27 -

C/5184/2013

E. 5

L'appelante remet en cause la contribution d'entretien pour C_____ telle que fixée par le premier juge. Elle fait valoir qu'aucun revenu hypothétique ne peut lui être imputé, de sorte qu'elle ne peut être tenue, au vu du montant de ses charges mensuelles admissibles, au paiement d'une contribution à l'entretien de son enfant mineur.

E. 5.1

Selon l'art. 285 al. 1 CC, auquel renvoie l'art. 133 al. 1 CC, la contribution d'entretien doit correspondre aux besoins de l'enfant ainsi qu'à la situation et aux ressources des père et mère; il est tenu compte de la fortune et des revenus de l'enfant, ainsi que de la participation de celui des parents qui n'a pas la garde de l'enfant à la prise en charge de ce dernier. Ces différents critères doivent être pris en considération; ils exercent une influence réciproque les uns sur les autres. La loi ne prescrit toutefois pas de méthode de calcul particulière pour arrêter la contribution d'entretien. Sa fixation relève de l'appréciation du juge, qui jouit d'un large pouvoir d'appréciation et applique les règles du droit et de l'équité (art. 4 CC). Il n'y a

violation du droit fédéral que si le juge a abusé de son pouvoir d'appréciation en se référant à des critères dénués de pertinence, ou en ne tenant pas compte d'éléments essentiels, ou encore si, d'après l'expérience de la vie, le montant fixé apparaît manifestement inéquitable (arrêt du Tribunal fédéral 5A_892/2013 du 19 juillet 2014 consid. 4.4.3 et les réf. citées).

Les besoins des enfants doivent être répartis entre les père et mère en fonction de leurs capacités contributives respectives. Toutefois, le fait que le parent gardien apporte déjà une part de l'entretien en nature doit être pris en considération. Celui des parents dont la capacité financière est supérieure peut être tenu, suivant les circonstances, de subvenir à l'entier du besoin en argent si l'autre remplit son obligation à l'égard de l'enfant essentiellement en nature. Il est également possible, dans certaines circonstances, d'exiger du parent gardien qu'il contribue à l'entretien de l'enfant, en sus des soins et de l'éducation, par des prestations en argent (arrêt du Tribunal fédéral 5A_892/2013 du 19 juillet 2014 consid. 4.4.3 et les réf. citées).

E. 5.2

S'agissant de l'obligation d'entretien d'un enfant mineur, les exigences à l'égard des père et mère sont plus élevées, en sorte que ceux-ci doivent réellement épuiser leur capacité maximale de travail et ne peuvent pas librement choisir de modifier leurs conditions de vie si cela a une influence sur leur capacité à subvenir aux besoins de l'enfant mineur (arrêt du Tribunal fédéral 5A_513/2012 du 17 octobre 2012 consid. 4). Il s'ensuit que lorsqu'il ressort des faits que l'un des parents, ou les deux, ne fournissent pas tous les efforts que l'on peut attendre d'eux pour assumer leur obligation d'entretien, le juge peut s'écarter du revenu effectif des parties pour fixer la contribution d'entretien, et imputer un revenu hypothétique supérieur, tant au débiteur de l'entretien qu'au parent gardien (ATF 137 III 102 consid. 4.2.2.2; 127 III 136 consid. 2c). Il s'agit ainsi d'inciter la personne à réaliser le revenu qu'elle est en mesure de se procurer et dont on peut

- 15/27 -

C/5184/2013 raisonnablement exiger d'elle qu'elle l'obtienne afin de remplir ses obligations à l'égard du mineur (ATF 137 III 118 consid. 3.1; 128 III 4 consid. 4a; arrêt du Tribunal fédéral 5A_120/2014 du 2 septembre 2014 consid. 6.1.1).

Lorsque le juge entend tenir compte d'un revenu hypothétique, il doit examiner successivement deux conditions. Tout d'abord, il doit juger si l'on peut raisonnablement exiger de cette personne qu'elle exerce une activité lucrative ou augmente celle-ci, eu égard, notamment, à sa formation, à son âge et à son état de santé; il s'agit d'une question de droit (arrêts du Tribunal fédéral 5A_173/2014, 5A_174/2014 du 6 juin 2014 consid. 5.4; 5A_891/2013 du 12 mars 2014 consid. 4.1.1; 5A_243/2013 du 24 juillet 2013 consid. 2.1 et les références). Lorsqu'il tranche celle-ci, le juge ne peut pas se contenter de dire, de manière toute générale, que la personne en cause pourrait obtenir un revenu supérieur en travaillant; il doit préciser le type d'activité professionnelle que cette personne peut raisonnablement devoir accomplir. Ensuite, il doit examiner si la personne a la possibilité effective d'exercer l'activité ainsi déterminée et quel revenu elle peut en obtenir, compte tenu des circonstances subjectives susmentionnées, ainsi que du marché du travail; il s'agit là d'une question de fait (ATF 137 III 102 consid. 4.2.2.2; 128 III 4 consid. 4c/bb). Pour arrêter le montant du salaire, le juge peut éventuellement se baser sur l'enquête suisse sur la structure des salaires, réalisée par l'Office fédéral de la statistique, ou sur d'autres sources (ATF 137 III 118 consid. 3.2).

Le fait qu'un débirentier sans emploi n'ait pas vu ses indemnités suspendues, à titre de sanction par une assurance sociale (chômage, assistance sociale) ne dispense pas le juge civil d'examiner si l'on peut lui imputer un revenu hypothétique. En effet, le juge civil n'est pas lié par l'instruction menée par les autorités administratives. En outre, les critères qui permettent de retenir un revenu hypothétique sont différents en droit de la famille et en droit des assurances sociales; en droit de la famille, lorsque l'entretien d'un enfant mineur est en jeu et que l'on est en présence de situations financières modestes, des exigences particulièrement élevées doivent être posées quant à la mise à profit de la capacité de gain du parent débirentier, celui-ci pouvant notamment se voir imputer un revenu basé sur une profession qu'il n'aurait pas eu à accepter selon les règles prévalant en matière d'assurance sociale (ATF 137 III 118 consid. 3.1; arrêt du Tribunal fédéral 5A_588/2010 du 12 janvier 2011 consid. 2.3). C'est pourquoi, le versement régulier d'indemnités de chômage sans suspension constitue tout au plus un indice permettant de retenir, en fait, qu'une personne a entrepris tout ce qu'on pouvait raisonnablement exiger d'elle pour éviter de se trouver sans revenus et, partant, qu'elle a fait des recherches pour retrouver un emploi (arrêts du Tribunal fédéral 5A_99/2011 du 26 septembre 2011 consid. 7.4.2; 5A_724/2009 du 26 avril 2010 consid. 5.3, publié in FamPra.ch 2010 673).

- 16/27 -

C/5184/2013

Selon la Convention collective nationale de travail pour les hôtels, restaurants et cafés, déclarée de force obligatoire par le Conseil fédéral (CCNT hôtellerie), le salaire minimum obligatoire brut est de 3'407 fr. depuis le 1er janvier 2014, pour un collaborateur à plein temps sans apprentissage (arrêté du Conseil fédéral étendant le champ d'application de la convention collective nationale de travail pour les hôtels, restaurants et café du 26 novembre 2013). A teneur de l'art. 12 CCNT, un 13ème salaire est en outre dû à l'employé.

A teneur de la Convention collective de travail du secteur du nettoyage pour la Suisse Romande, valable de 2014 à 2017, le salaire horaire brut est de 19 fr. 50 pour le personnel sans qualifications à l'engagement et dont le temps de travail contractuel excède 18 heures hebdomadaires, en 2014, et de 19 fr. 60 dès le 1er janvier 2015 (annexe 2 de la Convention, grilles des salaires minimaux), auquel s'ajoute 8,33% de treizième salaire (art. 9 de la Convention).

Dans le secteur de la vente (commerce de détail), activité ne nécessitant pas de formation particulière, le salaire mensuel brut est de 4'574 fr. (structure des salaires en Suisse de l'Office fédéral de la statistique; www.bfs.admin.ch), représentant 4'116 fr. net par mois.

E. 5.3

La loi ne prescrit pas de méthode de calcul particulière pour arrêter la contribution d'entretien d'un enfant mineur (ATF 128 III 411 consid. 3.2.2; arrêt du Tribunal fédéral 5A_178/2008 du 23 avril 2008 consid. 3.2). Pour apprécier la capacité contributive des parents et les besoins concrets de l'enfant, la jurisprudence admet, comme l'une des méthodes possibles, celle dite du «minimum vital» : les besoins de l'enfant mineur et la capacité contributive du débirentier sont déterminés en ajoutant à leurs montants de base admis par le droit des poursuites leurs charges incompressibles respectives (loyer, assurance maladie, etc.) (ACJC/785/2009 du 19 juin 2009 consid. 4.1; arrêt du Tribunal fédéral 5C.107/2005 du 13 avril 2006 consid. 4.2.1; PERRIN, Commentaire Romand, Code Civil I, n. 23 ss ad art. 285 CC). Pour déterminer les charges des époux, il convient de se référer aux

directives élaborées par la Conférence des préposés aux poursuites et faillites de Suisse pour le calcul du minimum vital selon l'art. 93 LP, lesquelles assurent une application uniforme du droit de la famille (arrêt du Tribunal fédéral in FamPra.ch 2003 909 consid. 3; PICHONNAZ/FOEX, Commentaire Romand, Code civil I, n. 9 ad. art. 176). A ce montant s'ajoutent les frais de logement, les cotisations de caisse maladie, les frais professionnels tels que frais de déplacement nécessaires pour se rendre au travail (arrêt du Tribunal fédéral 5P.238/2005 du 28 novembre 2005 consid. 4.2.2.), les frais supplémentaires de repas à l'extérieur, les frais de garde des enfants pendant le travail, les impôts lorsque les conditions financières des époux sont favorables (arrêt du Tribunal fédéral 5C.282/2002 du 27 mars

- 17/27 -

C/5184/2013 2003 consid. 2; FamPra 2003 p. 678; ATF 127 III 68; 126 III 353 = JdT 2002 I 62; 127 III 68 consid. 2b = JdT 2001 I 562; 127 III 289 consid 2a/bb = JdT 2002 I 236).

Seules les charges effectives, dont le débirentier s'acquitte réellement, doivent être prises en compte (ATF 126 III 89 consid. 3b; 121 III 20 consid. 3a et les arrêts cités; arrêt du Tribunal fédéral 5A_396/2013 du 26 février 2014 consid 6.2.1).

En principe, on ne prend en considération dans le minimum vital du droit des poursuites que les primes d'assurance obligatoires, c'est-à-dire celles dues en vertu d'un devoir légal ou d'un contrat de travail. Ainsi, en matière d'assurance maladie, seules les primes dues en vertu de la Loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance- maladie (LAMal, RS 832.10) peuvent être prises en compte dans le calcul du minimum vital (ATF 129 III 242 consid. 4.1; arrêt du Tribunal fédéral 5A_837/2010 du 11 février 2011 consid. 3.3). Les primes de l'assurance-maladie complémentaire, régie par la Loi fédérale du 2 avril 1908 sur le contrat d'assu- rance (LCA, RS 221.229.1), doivent être acquittées au moyen du montant de base et de la réserve pour dépenses imprévues (ATF 134 III 323 consid. 3). Dans tous les cas, le minimum vital du débirentier doit être au moins préservé (ATF 135 III 66 consid. 10, JdT 2010 I 167; 127 III 68, JdT 2001 I 562 consid. 2c p. 565/566; 126 III 353 consid. 1a/aa et bb p. 356/357; 123 III 1, JdT 1998 I 39 consid. 3b/bb, 3e et 5 p. 40/41 et p. 44/45). Il convient de prendre en compte les particularités de chaque situation, sans faire preuve d'un schématisme aveugle, le juge disposant d'un large pouvoir d'appréciation des faits dans le cadre de l'article 285 CC (art. 4 CC; ATF 128 III 161 consid. 2, JdT 2002 I 472).

E. 5.4

Si des enfants ou des tiers vivent dans le foyer du débirentier, leur part au coût du logement est déduite (arrêt du Tribunal fédéral 5C.277/2001 du 19 décembre 2002 consid. 3.2; BASTONS BULLETTI, op. cit., p. 85). Cette participation est en règle générale de la moitié, mais peut parfois être fixée à 1/3 ou 2/3 si l'adulte vivant avec lui, ou lui-même, logent des enfants (arrêt du Tribunal fédéral 5P.238/2005 du 28 novembre 2005 consid. 4.1).

Les allocations familiales doivent être retranchées du coût de l'enfant (arrêts du Tribunal fédéral 5A_892/2013 du 29 juillet 2014 consid. 4.4.3; 5A_386/2012 du 23 juillet 2012 consid. 4.2.1; 5A_402/2010 du 10 septembre 2010 consid. 4.2.4).

E. 5.5

L'appelante reproche au premier juge de lui avoir imputé un revenu hypothétique de 3'300 fr. par mois, au lieu de tenir compte de ses revenus effectifs mensuels de 2'716 fr. 36.

E. 5.5.1

L'appelante, âgée de 39 ans, est en bonne santé. Certes, elle ne dispose pas de formation particulière, ni de diplôme. Toutefois, pendant la vie commune, l'appelante a travaillé, pendant un an et demi au moins, en qualité d'aide de cuisine, ce qu'elle ne conteste pas au demeurant. Depuis le mois de novembre 2011, l'appelante a travaillé, à raison de 34 heures par semaine, en qualité de nettoyeuse.

Dans son précédent arrêt du 27 septembre 2013 (ACJC/1182/2013), la Cour avait retenu que l'appelante s'était réinsérée sur le marché du travail et que compte tenu de la durée de la séparation des parties (3 ans à l'époque) et du fait qu'elle n'avait pas la garde de leur enfant, l'appelante devait se préparer à acquérir une plus grande indépendance financière.

Il ressort par ailleurs du dossier qu'en sus de cette activité, l'appelante fait également des ménages, à raison de 6 heures par semaine.

Compte tenu des éléments qui précèdent, il apparaît que l'appelante est à même d'exercer une activité lucrative à plein temps.

Celle-ci fait valoir que, malgré ses demandes et recherches d'emploi, elle n'a pas pu augmenter son taux d'activité auprès de son employeur et qu'elle n'a pas trouvé d'autre emploi. La Cour retient toutefois que l'appelante n'a pas effectué de recherches sérieuses et régulières d'emploi. En effet, elle s'est bornée à produire, durant toute la procédure, quatre réponses négatives, datant de respectivement octobre 2011, novembre 2011 et janvier 2012, ainsi que deux refus, d'octobre et novembre 2014, soit 6 pièces au total, sur une période de trois ans. L'appelante n'a également pas versé ses offres d'emploi à la procédure, de sorte que la Cour ne peut déterminer en quelle qualité elle a offert ses services. L'appelante n'a enfin pas allégué avoir recherché sérieusement un emploi dans la restauration et ne fait pas valoir que ce secteur souffrirait de pénurie de places de travail.

Dès lors, la Cour retient que l'appelante est à même de réaliser un salaire mensuel net d'au moins 3'500 fr., que ce soit dans le secteur de la vente qui ne nécessite pas de formation particulière, ou dans le domaine de la restauration. Il peut être exigé de l'appelante qu'elle exerce une activité dans ces secteurs, dont le salaire mensuel net est respectivement de 4'116 fr. et de 3'321 fr. net (3'407 fr. brut x 13 mois – 10% de charges sociales = 3'321 fr. net), soit une moyenne de 3'781 fr., afin qu'elle assume son obligation d'entretien à l'égard de son enfant mineur. La Cour souligne que dans la restauration, des pourboires sont régulièrement versés, et qu'ils ne sont pas compris dans le salaire net de 3'321 fr.

E. 5.5.2

Ses charges, arrêtées à 3'201 fr. 30, comprennent 1'339 fr. de loyer, 342 fr. 30 de prime d'assurance maladie, 70 fr. de frais de transport, 250 fr. d'impôts et 1'200 fr. de montant de base OP.

L'intimé allègue, sans toutefois le démontrer, que l'appelante vivrait avec son compagnon, ce que celle-ci conteste. A défaut d'élément probant contraire, il sera retenu que l'appelante

vit seule.

Compte tenu des principes rappelés ci-avant sous ch. 5.2, la prime d'assurance maladie complémentaire sera également écartée. Quant à la prime d'assurance ménage, elle fait partie du montant de base OP, de sorte qu'elle ne sera pas prise en compte. Ses impôts sont de 250 fr., selon la calcullette en ligne de l'Etat de Genève (<http://ge.ch/impots/calcul-et-paiement-des-impots>, en prenant en considération la contribution à l'entretien de l'enfant fixée ci-après).

L'appelante bénéficie ainsi d'un solde mensuel de 298 fr. 70, arrondi à 300 fr.

E. 5.5.3

Depuis le 1er avril 2014, l'intimé est employé à plein temps, pour un salaire mensuel brut de 6'461 fr. 55 versés treize fois l'an, soit 6'090 fr. net mensualisé (6'461 fr. 55 x 13 / 12 – 13% de charges sociales). Ses charges personnelles mensuelles admissibles, de 3'182 fr. 50, se composent de 1'092 fr. (80% de 1'365 fr.), de frais de copropriété, de 353 fr. 90 de prime d'assurance maladie obligatoire, de 125 fr. de franchise d'assurance maladie, de 14 fr. 60 de frais d'hospitalisation, de 5 fr. pour la couverture mondiale de l'assurance maladie, de 127 fr. de frais médicaux non couverts, de 45 fr. d'impôts, de 70 fr. de frais de déplacement, et de 1'350 fr. de minimum vital. Son solde mensuel disponible s'élève ainsi à 2'907 fr. 50. L'intimé doit également faire face au paiement de 750 fr. de contribution d'entretien pour sa fille E_____.

E. 5.5.4

Les frais liés à l'entretien de C_____, fixés à 1'052 fr. 90, allocations de 250 fr. déduites, comprennent 273 fr. de participation au loyer (20% de 1'365 fr.), 100 fr. 30 de prime d'assurance maladie obligatoire, 6 fr. 60 de frais d'hospitalisation, 2 fr. pour la couverture mondiale de l'assurance maladie, 23 fr. de frais médicaux non couverts, 143 fr. de cours de piano, 160 fr. pour la location du piano, 45 fr. de frais de transport et 600 fr. de minimum vital.

E. 5.5.5

Compte tenu de la situation financière respective de chacune des parties, ainsi que de leurs charges et de celles de leur enfant C_____, l'appelante n'est pas à même de pourvoir à l'entretien de l'enfant. Par ailleurs, l'intimé dispose d'un solde mensuel de près de 3'000 fr. par mois. Bien qu'il s'occupe principalement de l'enfant, dont il a la garde et lui prodigue ainsi des soins en nature quotidiens, il peut également être exigé de lui qu'il assume les frais de l'enfant.

- 20/27 -

C/5184/2013

Ainsi, l'intimé peut, au moyen de son solde de 2'907 fr. 50, couvrir la pension pour sa fille E_____ (750 fr.) et couvrir les besoins de sa fille C_____, de 1'052 fr. 90. Il disposera encore d'un solde mensuel de plus de 1'100 fr.

E. 5.5.6

Le ch. 5 du dispositif du jugement querellé sera en conséquence annulé et la Cour dira que l'appelante n'est pas tenue de verser une contribution à l'entretien de C_____.

E. 6

L'appelante soutient qu'elle a droit à une contribution à son propre entretien post-divorce, limitée à 530 fr. par mois, telle que retenu supra sous ch. 4.2. 6.1.1 Aux termes de l'art. 125 al. 1 et 2 CC, si l'on ne peut raisonnablement attendre d'un époux qu'il pourvoie lui-même à son entretien convenable, y compris à la constitution d'une prévoyance vieillesse appropriée, son conjoint lui doit une contribution équitable. Cette disposition concrétise deux principes : d'une part, celui de l'indépendance économique des époux après le divorce, qui postule que, dans toute la mesure du possible, chaque conjoint doit désormais subvenir à ses propres besoins; d'autre part, celui de la solidarité, qui implique que les époux doivent supporter en commun non seulement les conséquences de la répartition des tâches convenue durant le mariage (art. 163 al. 2 CC), mais également les désavantages qui ont été occasionnés à l'un d'eux par l'union et qui l'empêchent de pourvoir à son entretien. Dans son principe, comme dans son montant et sa durée, l'obligation d'entretien doit être fixée en tenant compte des éléments énumérés de façon non exhaustive à l'art. 125 al. 2 CC (ATF 137 III 102 consid. 4.1 et les arrêts cités; arrêts du Tribunal fédéral 5A_442/2014 du 27 août 2014 consid. 3.1; 5A_891/2012 du 2 avril 2013 consid. 5.1; 5A_767/2011 du 1er juin 2012 consid. 5.2.1 publié in FamPra.ch 2012 p. 1150). Le conjoint crédientier subit des inconvénients économiques s'il ne pourvoit pas lui-même à son entretien convenable, que ce soit en raison du partage des tâches pendant le mariage ou même pour d'autres motifs non directement liés au mariage, comme par exemple le fait qu'il arrive au terme de sa carrière. Dans ce second cas, c'est le seul principe de solidarité, et non la compensation des inconvénients liés au mariage, qui justifie le versement d'une contribution, cas échéant restreinte (arrêt du Tribunal fédéral 5P.437/2002 du 3 juin 2003 consid. 4; BASTONS BULLETTI, op. cit., p. 92). Une contribution est due si le mariage a concrètement influencé la situation financière de l'époux crédientier ("lebensprägend"; ATF 137 III 102 consid. 4.1.2). Si le mariage a duré au moins dix ans - période à calculer jusqu'à la date de la séparation des parties (ATF 137 III 102 consid. 4.1.2; 132 III 598 consid. 9.2) - il a eu, en règle générale, une influence concrète. De même, indépendamment de sa durée, un mariage influence concrètement la situation des conjoints lorsque ceux-ci ont des enfants communs (ATF 137 III 102 consid.

- 21/27 -

C/5184/2013 4.1.2; 135 III 59 consid. 4.1). Un tel mariage ne donne toutefois pas automatiquement droit à une contribution d'entretien : le principe de l'autonomie prime le droit à l'entretien; un époux ne peut prétendre à une pension que s'il n'est pas en mesure de pourvoir lui-même à son entretien convenable et si son conjoint dispose d'une capacité contributive (ATF 137 III 102 consid. 4.1.2; 134 III 145 consid. 4). 6.1.2 Si le principe d'une contribution d'entretien post-divorce est admis, il convient de procéder en trois étapes pour en arrêter la quotité (ATF 137 III 102 consid. 4.2 et les références citées; 134 III 145 consid. 4; 134 III 577 consid. 3).

La première de ces étapes consiste à déterminer l'entretien convenable après avoir constaté le niveau de vie des époux pendant le mariage. Lorsque l'union conjugale a durablement marqué de son empreinte la situation de l'époux bénéficiaire, le principe est que le standard de vie choisi d'un commun accord doit être maintenu pour les deux parties dans la mesure où leur situation financière le permet (ATF 137 III 102 consid. 4.2.1.1; 134 III 145 précité; 132 III 593 consid. 3.2). Il s'agit de la limite supérieure de l'entretien convenable (ATF 137 III 102 consid. 4.2.1.1; 132 III 593 consid. 3.2). Quand il n'est pas possible, en raison de l'augmentation des frais qu'entraîne l'existence de deux ménages séparés, de conserver le

niveau de vie antérieur, le créancier de l'entretien peut prétendre au même train de vie que le débiteur de l'entretien (ATF 137 III 102 consid. 4.2.1.1; 129 III 7 consid. 3.1.1). Enfin, ce n'est que lorsque le divorce est prononcé après une longue séparation, à savoir une dizaine d'années, que la situation de l'époux bénéficiaire durant cette période est en principe déterminante (ATF 137 III 102 consid. 4.2.1.1; 132 III 598 consid. 9.3).

Lorsqu'il est établi que les époux ne réalisaient pas d'économies durant le mariage, ou que l'époux débiteur ne démontre pas qu'ils ont réellement fait des économies, ou encore qu'en raison des frais supplémentaires liés à l'existence de deux ménages séparés et de nouvelles charges, le revenu est entièrement absorbé par l'entretien courant, il est admissible de s'écarter d'un calcul selon les dépenses effectives des époux durant le mariage (ATF 137 III 102 consid. 4.2.1.1; 134 III 145 consid. 4). En effet, dans de tels cas, la méthode du minimum vital élargi avec répartition, en fonction des circonstances concrètes, de l'excédent entre les époux permet de tenir compte adéquatement du niveau de vie antérieur et des restrictions à celui-ci qui peuvent être imposées au conjoint créancier divorcé et à tous les enfants, selon le principe de l'égalité entre eux (ATF 137 III 102 consid. 4.2.1.1 ; 137 III 59 consid. 4.2; 134 III 145 consid. 4; 129 III 7 consid. 3.1.1; arrêts du Tribunal fédéral 5A_795/2010 du 4 février 2011 consid. 4.3.2; 5A_827/2010 du 13 octobre 2011 consid. 4.1; 5A_352/2010 du 29 octobre 2010 consid. 6.2.1; 5A_346/2008 du 28 août 2008; 5A_434/2008 du 5 septembre 2008; BASTONS BULLETTI, op. cit., p. 91 et 92).

- 22/27 -

C/5184/2013

La majoration forfaitaire de 20%, opérée sous l'ancien droit du divorce en relation avec les pensions alimentaires au sens de l'art. 152 aCC, - qui ne porte au demeurant que sur la seule base mensuelle et non sur les autres postes du minimum vital (cf. ATF 129 III 385 consid. 5.2.2; arrêt du Tribunal fédéral 5C.237/2006 du 10 janvier 2007) - ne se justifie en principe plus en droit actuel (arrêts du Tribunal fédéral 5A_673/2011 du 11 avril 2012 consid. 2.3.1; 5C.238/2000 du 8 décembre 2000, consid. 3 non publié aux ATF 127 II 65; SCHWENZER, FamKommentar Scheidung, vol. I, 2e éd. 2011, n. 33 ad art. 125 CC et les références citées).

6.1.3 La deuxième étape consiste à examiner dans quelle mesure chacun des époux peut financer lui-même l'entretien arrêté à l'étape précédente du raisonnement. Un conjoint - y compris le créancier de l'entretien (ATF 127 III 136 consid. 2c) - peut se voir imputer un revenu hypothétique (ATF 128 III 4 consid. 4a; arrêt du Tribunal fédéral 5A_290/2010 du 28 octobre 2010 consid. 3.1). Selon la jurisprudence, on ne peut cependant plus exiger d'un époux qu'il se réintègre professionnellement ou augmente son taux d'activité au-delà de 45 ans; cette règle n'est toutefois pas stricte et la limite d'âge tend à être portée à 50 ans (ATF 137 III 102 consid. 4.2.2.2 avec les références citées; arrêt du Tribunal fédéral 5A_4/2011 du 9 août 2011 consid. 4.1). S'il n'est enfin pas possible ou que l'on ne peut raisonnablement attendre d'un époux qu'il pourvoie lui-même à son entretien convenable et que son conjoint lui doit donc une contribution équitable, il faut, dans un troisième temps, évaluer la capacité contributive de celui-ci et arrêter une contribution équitable, fondée sur le principe de la solidarité (ATF 137 III 102 consid. 4.2.3 et la référence). Du point de vue des charges du débirentier, le juge est fondé à tenir compte du minimum du droit des poursuites, en y incorporant les dépenses nécessaires, telles que le loyer, les cotisations d'assurance maladie obligatoire et les impôts (arrêts du Tribunal fédéral 5A_56/2011 du 25 août 2011 consid.

3.4.1; 5C.107/2005 du 14 avril 2006 consid. 4.2.1).

6.1.4 En l'espèce, les ex-époux se sont mariés en septembre 1998 et ont vécu ensemble jusqu'au mois de mai 2010, date à laquelle ils se sont séparés. La vie commune durant le mariage a duré ainsi près de 12 ans. Les parties ont par ailleurs eu un enfant. Il faut donc présumer que le mariage a concrètement influencé la situation des époux.

L'appelante a toutefois, avant la séparation des parties, travaillé pendant un an et demi dans la restauration.

Les parties n'ont pas produit de pièces permettant de déterminer quel était leur niveau de vie durant le mariage. Cela étant, les parties n'ont pas accumulé

- 23/27 -

C/5184/2013 d'économies durant la vie commune. Par ailleurs, les parties s'étant séparées, elles ont créé deux ménages distincts, impliquant de nouvelles charges.

En outre, et ce qui n'est pas contesté en appel, l'appelante bénéficiera également d'un montant de l'ordre de 40'000 fr. au titre de partage des avoirs de prévoyance professionnelle, lui assurant en grande partie la constitution d'une prévoyance appropriée. Par ailleurs, l'appelante, âgée de moins de 40 ans, disposera encore de plus de 20 ans pour compléter sa prévoyance professionnelle. Il convient également de tenir compte du fait que les ex-époux vivent séparés depuis plus de 4 ans et demi et que l'appelante a un emploi depuis le mois de novembre 2011. En définitive, compte tenu des éléments qui précèdent, la Cour retient que l'appelante est à même de pourvoir elle-même à son entretien convenable. En effet, son salaire, de 3'500 fr. net par mois, lui permet de couvrir ses charges courantes admissibles, de 3'201 fr. 30, tout en lui laissant un solde disponible de 300 fr., étant souligné que l'appelante ne sera pas tenue de verser une contribution pour l'entretien de sa fille. C'est dès lors à bon droit que le premier juge a constaté que l'appelante n'avait pas droit à une contribution à son entretien post-divorce.

E. 6.2

L'appelante sera en conséquence déboutée de ses conclusions sur ce point et le ch. 10 du dispositif du jugement entrepris sera confirmé.

E. 7

L'intimé conteste le montant des avoirs bancaires retenus par le premier juge et par conséquent le résultat de la liquidation du régime matrimonial par le Tribunal.

E. 7.1

Il est acquis que les parties, qui n'ont pas conclu de contrat de mariage, étaient soumises au régime légal de la participation aux acquêts (art. 181 CC).

E. 7.1.1

Ce régime comprend les acquêts et les biens propres de chaque époux (art. 196 CC). Ceux-ci sont disjoints dans leur composition au jour de la dissolution du régime (art. 207 al. 1 CC), laquelle rétroagit au jour de la demande de divorce, soit en l'espèce au 8 mars 2013 (art. 204 al. 2 CC). Sont acquêts les biens acquis par un époux à titre onéreux pendant le régime (art. 197 CC). Les acquêts d'un époux comprennent notamment le produit de son travail, les sommes versées par des institutions de prévoyance en faveur du personnel, les revenus de ses biens propres ou les biens acquis en remploi de ses acquêts (art. 197 al. 2

CC). Sont biens propres de par la loi les effets d'un époux exclusivement affectés à son usage personnel, les biens qui lui appartiennent au début du régime ou qui lui échoient ensuite par succession ou à quelque autre titre gratuit, les créances en

- 24/27 -

C/5184/2013 réparation d'un tort moral et les biens acquis en remploi des biens propres (art. 198 CC). Tout bien d'un époux est présumé acquêt, sauf preuve du contraire (art. 200 al. 3 CC). Chaque époux a droit à la moitié du bénéfice de l'autre (art. 215 al. 1 CC), calculé en déduisant de leurs acquêts respectifs les dettes qui les grèvent (art. 210 al. 1 CC); les créances sont compensées (art. 215 al. 2 CC). Il n'est pas tenu compte d'un déficit (art. 210 al. 2 CC).

E. 7.1.2

Les biens sont estimés à leur valeur vénale. Cette valeur est, s'agissant des acquêts, en principe arrêtée au moment de la liquidation du régime matrimonial (art. 211 et 214 al. 1 CC). Si l'estimation intervient dans une procédure judiciaire, le jour où le jugement est rendu est déterminant (ATF 121 III 152 = JdT 1997 I 134). Une exception existe toutefois pour les comptes en banque, dont l'évaluation de leur valeur doit s'effectuer au jour de la dissolution du régime matrimonial (ACJC/836/2013 du 28 juin 2013 consid. 7; ACJC/167/2012 du 10 février 2012 consid. 7.2.2; MICHELI et al., Le nouveau droit du divorce, 1999, n. 517 p. 112).

E. 7.2

Il n'est pas contesté que les acquêts de l'intimé se composent de ses avoirs bancaires et de ses véhicules. Il est par ailleurs admis que la part de copropriété de l'intimé constitue un bien propre. S'agissant de ses avoirs bancaires, il est admis qu'ils s'élevaient à 48'479 fr. au moment du mariage et constituent ainsi des biens propres de l'intimé. Ils se composaient de 42'978 fr. 20 auprès de la banque I_____ (compte n° 1_____) et de 5'501 fr. 65 auprès de la banque J_____ (compte n° 2_____). Début mars 2013, l'intimé disposait des montants suivants : 4'155 fr. 55 auprès de la banque K_____, 4'986 fr. 90 sur le compte n° 3_____ et 9'696 fr. 74 sur le compte n° 1_____ auprès de la banque I_____, et 12'745 fr. auprès de la banque J_____ compte n° 2_____. Le solde du compte n° 1_____ auprès de banque I_____ en mars 2013 a diminué depuis le mariage, de sorte que ce compte ne sera pas pris en considération dans le cadre de la liquidation du régime matrimonial, comme l'a retenu à bon droit le premier juge. Quant au compte ouvert auprès de la banque J_____, sa valeur était de 5'501 fr. 65 au moment du mariage et de 12'745 fr. au jour de la dissolution du régime matrimonial. La différence, soit 7'243 fr. 35, constitue des acquêts de l'intimé. Celui-ci n'a en effet ni allégué, ni prouvé, que l'augmentation de ses avoirs sur ce compte proviendrait de ses biens propres. Par conséquent, les avoirs bancaires de l'intimé soumis au partage s'élèvent à 16'385 fr. 80 (7'243 fr. 35 + 4'155 fr. 55 + 4'986 fr. 90).

- 25/27 -

C/5184/2013 La valeur du véhicule de 1983, arrêtée à 3'000 fr. par le Tribunal, n'est pas contestée. Ainsi, les acquêts de l'intimé sont bénéficiaires de 19'385 fr. 80 (16'385 fr. 80 + 3'000 fr.). Les acquêts de l'appelante, lesquels ne sont pas remis en cause, s'élèvent à 11'121 fr. 54. La compensation des créances réciproques en liquidation de la masse d'acquêts des ex-époux conduit à une créance de 4'132 fr. 10 (19'385 fr. 80 + 11'121 fr. 54 = 30'507 fr. 34 / 2 = 15'253 fr. 67 – 11'121 fr. 54 = 4'132 fr. 13 arrondis à 4'132 fr. 10) de l'appelante envers

l'intimé.

E. 7.3

L'intimé sera en conséquence débouté de ses conclusions et le jugement entrepris sera confirmé sur ce point.

E. 8

du dispositif de ce même jugement. Au fond : Annule le ch. 5 de ce jugement. Cela fait et statuant à nouveau : Dit qu'aucune contribution n'est due par A_____ pour l'entretien de l'enfant C_____, née le 15 août 2000. Confirme le jugement pour le surplus. Sur les frais : Arrête les frais judiciaires de l'appel et de l'appel joint à 4'000 fr. et les met à la charge de B_____ et A_____ pour moitié chacun. Dit que l'avance de frais de 1'000 fr. versée par B_____ est acquise à l'Etat. Condamne B_____ à verser 1'000 fr. à l'Etat, soit pour lui les Services financiers du Pouvoir judiciaire. Dit que les frais de 2'000 fr. de A_____ sont provisoirement supportés par l'Etat. Dit que chacune des parties supporte ses propres dépens. Siégeant : Madame Valérie LAEMMEL-JUILLARD, présidente; Madame Nathalie LANDRY-BARTHE, Monsieur Patrick CHENAUX, juges; Madame Audrey MARASCO, greffière.

La présidente : Valérie LAEMMEL-JUILLARD

La greffière : Audrey MARASCO

- 27/27 -

C/5184/2013

Indication des voies de recours :

Conformément aux art. 72 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF; RS 173.110), le présent arrêt peut être porté dans les trente jours qui suivent sa notification avec expédition complète (art. 100 al. 1 LTF) par-devant le Tribunal fédéral par la voie du recours en matière civile.

Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14.

Valeur litigieuse des conclusions pécuniaires au sens de la LTF supérieure ou égale à 30'000 fr.

E. 8.1

L'annulation partielle du jugement entrepris ne commande pas en l'espèce de revoir la décision du Tribunal sur les frais (art. 318 al. 3 CPC), ceux-ci n'ayant au demeurant pas été contestés par les parties.

E. 8.2

Les frais judiciaires de l'appel et de l'appel joint seront arrêtés à 4'000 fr. (art. 30 et 35 du Règlement fixant le tarif des frais en matière civile RTFMC – E.1.05.10) et compensés partiellement avec l'avance de frais de 1'000 fr. versée par l'intimé, laquelle reste acquise à l'Etat (art. 111 al. 1 CPC). Ils seront mis à la charge des parties pour moitié chacune, compte tenu de la nature familiale du litige (art. 95 et 107 al. 1 let. c CPC). L'intimé sera en conséquence condamné à verser 1'000 fr. à l'Etat, soit pour lui les Services financiers du pouvoir judiciaire. L'appelante plaidant au bénéfice de l'assistance juridique, les frais judiciaires dont elle est débitrice seront provisoirement supportés par l'Etat (art. 122 al. 1

let. b et al. 2, 123 al. 1 CPC et art. 19 RAJ). Compte tenu de la nature du litige, il ne sera pas alloué de dépens d'appel (art. 107 al. 1 let. c CPC). * * * * *

- 26/27 -

C/5184/2013 PAR CES MOTIFS, La Chambre civile : A la forme : Déclare recevable l'appel interjeté le 28 août 2014 par A_____ contre les ch. 5 et 10 du dispositif du jugement JTPI/8094/2014 rendu le 25 juin 2014 par le Tribunal de première instance dans la cause C/5184/2013-8, sous réserve des conclusions tendant au paiement de contribution d'entretien supérieures à 530 fr. par mois, qui sont irrecevables dans cette mesure. Déclare recevable l'appel joint formé par B_____ le 2 octobre 2014 contre les ch. 5 et

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.